

Synthèse des entretiens

Rappel du dispositif

19 entretiens qualitatifs se sont déroulés entre le 2 avril et le 6 juin 2024, majoritairement en face-à-face, plus rarement en Visio-conférence ou interview téléphonique. Ils ont concerné 24 personnes. Nous n'avons pas pu obtenir le rendez-vous souhaité avec le Sénateur Loïc Hervé.

Représentants de l'État

- M. Yves Le Breton, Préfet de la Haute-Savoie
- M. Rémy Darroux, Sous-préfet de Bonneville

Parlementaires

- Mme Sylviane Noël, Sénatrice
- Mme Christelle Petex, Députée
- M. Xavier Roseren, Député

Élus locaux

- M. Martial Saddier, Président du Conseil départemental de la Haute Savoie
- M. Bruno Forel, Président du SM3A
- M. Éric Fournier Président de la CCVCMB, pilote de la commission transports
- M. Jean-Philippe Mas, Président de la 2CCAM et copilote de la commission Ressources et déchets
- M. Jean-Marc Peillex, Président de la CCPMB
- M. Stéphane Valli, Président de la CCFG
- M. Raphaël Castera, Maire de Passy, pilote de la commission Résidentiel et tertiaire
- Mme Marie-Noëlle Fleury et M. Stéphane Allard, copilotes de la commission Ressources et déchets
- M. Matthieu Bach, Conseiller délégué de la CCPR

Représentants associatifs

- Mme Anne Lassman-Trappier, FNE 74
- Mme Muriel Auprince, Coll' Air Pur
- M. Antoine Martin, ARSMB
- M. Louis Ramello et M. Holzem, AVP
- Mme Jacqueline Marzio, NEPR

Par ailleurs, 6 commissions se sont déroulées sous forme d'ateliers participatifs d'évaluation et de priorisation des actions pour chaque thématique abordées : Résidentiel (20.11.23), Ressources et déchets (05.12.23), activités économiques (11.12.23), mobilités (18.12.23), gouvernance et communication (04.03.24), éducation à la santé (15.03.24). L'ordre correspond aux dates auxquelles se sont déroulées les commissions.

Les priorisations d'actions du présent document combinent les résultats des commissions et des entretiens individuels.

Enseignements prioritaires

Résultats et perception

- Un plan pris comme exemple au niveau national, innovant, et fortement contributeur aux résultats positifs enregistrés.
- Le PPA a également fait progresser l'opinion en faveur de la prise en compte de la qualité de l'air et des actions nécessaires à mettre en œuvre.
- Le travail d'ATMO et la fiabilité des mesures sont reconnus par la quasi-totalité des partenaires
- Pour tous, les oxydes d'azote (NOx) restent un défi majeur, avec des réductions moins significatives.
- Le milieu associatif estime globalement les résultats insuffisants en faveur de l'amélioration de la qualité de l'air au regard des recommandations OMS et de l'état des connaissances scientifiques.
- Certaines associations expriment une position critique vis-à-vis de l'aide à l'installation de poêles à bois performants et de toute combustion en général.

Actions prioritaires pour l'avenir

La plupart des personnes interrogées sont favorables à la prorogation du PPA : « Il est fondamental de continuer à agir, car arrêter donnerait la sensation que tout va bien ».

Elles sont également favorables à le faire évoluer sur une base de priorisation des actions du dispositif actuel.

- Prolonger le PPA2 plutôt que de lancer un PPA3 pour éviter de perdre du temps et d'éventuelles lourdeurs administratives
- Améliorer l'efficacité de la gouvernance et anticiper les évolutions (réglementation, financements, connaissance scientifique...)
- Prioriser les actions à l'aune du bilan quantitatif et qualitatif à travers un plan d'actions resserré
- Prolonger les mesures clés comme le Fonds air bois et le Fonds air entreprises
- Améliorer l'information sur les aides pour l'isolation énergétique et les énergies renouvelables
- Contribuer au développement des transports en commun, des pistes cyclables et du covoiturage
- Interdiction des foyers ouverts : communication vis-à-vis des touristes et des professionnels du tourisme
- Nécessité de garder un outil de veille pour intégrer l'évolution de la connaissance scientifique et agir si nécessaire
- La politique d'amélioration de la qualité de l'air doit également passer par une politique rigoureuse de planification énergétique (PCAET)
- Développer une communication plus proactive de sensibilisation de nouvelles cibles et d'image au niveau national

Piloté par

Financé par

Co-animé par

Synthèse par thématique

Généralités

Forces

- La perception des actions du PPA est majoritairement très bonne avec une continuité et une complémentarité entre PPA1 et PPA2 qu'on ne doit pas séparer. Pour l'ensemble des acteurs institutionnels (élus et Etat) la contribution du plan d'action à l'amélioration de la qualité de l'air est importante.
- Le PPA a permis des résultats importants dans la réduction de la pollution atmosphérique. : "Quand une politique publique obtient des résultats, on peut le souligner ».
- Le PPA a fait progresser l'opinion en faveur de la prise en compte de la qualité de l'air et des actions nécessaires à mettre en œuvre.
- Le travail d'ATMO et la fiabilité de ses résultats et mesures est validé par la quasi-totalité des acteurs.
- Il y a un consensus fort sur la nécessité de prolonger les actions du PPA, de façon efficace sans rupture administrative

Faiblesses

- Pour tous les acteurs, les oxydes d'azote (NOx) restent un défi majeur, avec des réductions moins significatives que pour les PM.
- Le milieu associatif juge globalement les résultats sur l'amélioration de la qualité insuffisants au regard des recommandations OMS et de l'état des connaissances scientifiques.
- Il juge la contribution du plan d'actions insuffisante, arguant que l'amélioration de la qualité de l'air est surtout liée à des facteurs exogènes aux actions du PPA (météo, progrès de la motorisation des VL et PL...).
- Certains types de polluants ne sont pas pris en compte par les méthodologies de mesure alors que le débat sur les PUF et d'autres polluants est de plus en plus prégnant.
- Certain soulignent que des mesures, notamment le FAB, ont eu des effets pervers, comme l'installation de poêles à bois, augmentant paradoxalement la pollution, notamment aux PUF

Piloté par



Financé par



Co-animé par



Gouvernance du PPA

Forces

- La qualité et la fluidité des relations de travail entre les partenaires est en général saluée et le rôle de l'Etat comme leader et initiateur est souligné positivement.
- Un volontarisme autour de la réussite du PPA et le sentiment qu'une communauté s'est créée : « On a obtenu les résultats parce qu'on réunit autour de la table les bons acteurs ; c'est ce qui a fait la force du PPA »
- Le rôle du SM3A est unanimement salué
- Sa relative souplesse et le fait qu'il n'y ait pas eu besoin de créer une structure nouvelle est souvent apprécié.
- Malgré des critiques (voir ci-dessous) les associations ont vu dans la phase d'évaluation une relance du dialogue et de la collaboration.

Faiblesses

- Il y a des tensions récurrentes avec les associations environnementales, qui doivent décider de leur niveau d'implication dans le processus décisionnel. « Les associations doivent décider si elles sont dedans ou pas dedans. Si elles sont dedans elles assument une partie du bilan ».
- La qualité du dialogue entre les associations et les décideurs est considérée comme ayant baissé par certaines associations, particulièrement sur le sujet du chauffage au bois.
- Besoin d'une meilleure coordination entre tous les acteurs pour une efficacité accrue. On souligne parfois que « la gouvernance dépend souvent des personnes impliquées ».
- La représentation des jeunes dans la gouvernance a été demandée une fois ainsi que la présence de scientifiques, peut-être au niveau du bureau.
- Certains critiquent la lourdeur et le manque d'efficacité de l'organisation de la gouvernance pour la mise en œuvre opérationnelle des actions.

Propositions

- Une bonne partie des acteurs voient dans la gouvernance actuelle un dispositif qui a fait ses preuves et qui peut encore s'améliorer en réactivité et en efficacité, mais sans remettre en cause sa structure, ni son mode de fonctionnement général.
- Dans les collectivités certains élus ou techniciens évoquent la possibilité d'une gouvernance différente pour plus d'efficacité en termes de modèles d'organisation, type agence de l'eau, et de structure porteuse : « la politique de l'air pourrait être gérée autrement et permettrait de signifier que l'on quitte l'état d'urgence et que l'on redonne un élan en se posant la question de la structure porteuse ». (SM3A, SCOT Mont-Blanc, ALEC)

Piloté par

Financé par

Co-animé par

Actions dans le domaine résidentiel

Foyers ouverts

Forces

- L'interdiction des foyers ouverts est plébiscitée ainsi que l'interdiction de l'écobuage

Faiblesses

- Le contrôle de l'application des mesures est compliqué, et les dispositifs de rénovation restent complexes aux yeux de nombreux résidents. « Le contrôle de l'application la mesure est compliqué ».
- Un dispositif de contrôle par les ramoneurs pour contrôler la conformité des installations semble difficile à mettre en place mais est sans doute souhaitable. Peut-être qu'un travail est à mener aussi avec les professionnels de la transaction immobilière.
- L'implication des agences immobilières et de tourisme dans la sensibilisation des différentes cibles touristes et résidents secondaires à l'interdiction des foyers ouverts reste un défi majeur : "Les agences de tourisme ne vont pas dire à leurs clients de ne pas allumer leurs cheminées »

FAB Enr

Forces

- Le fonds Air Bois est très majoritairement considéré comme l'action qui a eu le plus d'impact sur la baisse des PM10 et le plus d'impact sur les populations également. Son ouverture aux EnR, qui était une demande associative, a été saluée.
- « Le Fonds Air Bois est l'action la plus efficace du PPA »

Faiblesses

- Certaines associations sont pour la suppression de tout chauffage au bois. Pour ceux-là, « le fonds Air Bois doit être totalement repensé pour ne cibler que les énergies renouvelables ».
- Certains pointent Certaines l'effet pervers du FAB avec l'installation de poêles à bois, augmentant paradoxalement la pollution et le « cadeau fait aux fabricants de poêles »

Rénovation énergétique

Forces

- Par ailleurs La rénovation énergétique est considérée comme une thématique prioritaire cadre de la prorogation et le point d'entrée départemental unique est une bonne initiative.
- La politique de cumul des aides a donné des résultats.

Faiblesses

- Le coût des rénovations est pointé, l'avance des frais à faire rend les choses plus compliquées et la classification des logements est parfois injuste
- Problème des règles changeantes pour obtenir les primes
- Besoin d'un meilleur lien entre la demande des particuliers et l'offre des professionnels pour maximiser l'efficacité.

Priorisation des propositions issues des entretiens et des commissions

- Simplifier la lisibilité des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique considérée comme une thématique prioritaire cadre de la prorogation
- La prolongation des mesures clés permettant la conversion des modes de chauffage avec un possible changement de nom plus générique réunissant les différents fonds

Piloté par

Financé par

Co-animé par

- Orienter au maximum ce nouveau fonds vers les énergies renouvelables (hors bois) quand c'est possible
- Doubler la prime pour les énergies renouvelables
- Cibler au mieux les copropriétés
- Développer la communication auprès des notaires, agents immobiliers, loueurs, résidents secondaires et touristes

Piloté par



Financé par



Actions dans le domaine des mobilités

Mobilités alternatives

Forces

- Les actions en faveur du covoiturage sont jugées positives et pertinentes (même si insuffisantes et manquant parfois de lisibilité). L'action de l'agence Écomobilité est saluée.
- Le PPA permet déjà une meilleure coordination pour la conception des pistes cyclables (malgré les critiques, cf. plus bas)

Faiblesses

- La lisibilité de l'offre de covoiturage est cependant parfois compliquée : la diversité des dispositifs est parfois critiquée comme Hello Léman et Mobilarv, qui peuvent créer de la confusion chez les usagers
- Il y a encore un manque de cohérence entre les projets de pistes cyclables à l'échelle des EPCI
- Il y a des difficultés techniques et financières spécifiques aux infrastructures de mobilité alternative dans la vallée de l'Arve : « Les pistes cyclables en Vallée de l'Arve coûtent cher compte tenu de sa configuration géographique et urbaine »
- « Il y a beaucoup de travail à faire sur le mix mobilités et beaucoup de pédagogie pour expliquer aux habitants d'adapter leur mode de transport aux trajets ».

TC

Forces

- Il y a des efforts pour verdir les flottes de véhicules et promouvoir les transports collectifs. « De gros efforts ont été mis en place par les collectivités pour changer les flottes de bus (cf CCVCMB) de camions. Les entreprises ont aussi joué le jeu : l'ATMB, la Poste ont fait de gros efforts »
- Le succès du Léman Express est souligné en notant qu'il reste beaucoup à faire sur le reste du territoire. « Quand il y a de l'offre, cela fonctionne. On le voit pour le ferroviaire, les bus ou le covoiturage ».

Faiblesses

- La fréquence insuffisante des trains et des bus limite l'efficacité des réseaux de transport en commun. « Les réseaux de transports en commun ne sont pas du tout suffisants ; le problème est la fréquence »
- La problématique du transport collectif est impactée par la configuration du territoire, avec des coupures urbaines qui rendent difficile la mise en place de réseaux de transport efficaces plus le problème de la coordination des AOM.

Trafic routier

Faiblesses

- Gestion complexe de la pollution liée au trafic international. « La gestion de la pollution liée au trafic international reste un défi majeur. Les transports lourds, notamment les camions traversant le tunnel du Mont-Blanc, continuent de contribuer significativement à la pollution ».
- Il n'y a pas assez de latitude laissée aux EPCI pour définir des zones de trafic limitées et certains pointent un manque de volonté politique, notamment sur le sujet de la ZFE.

110 km/h

Forces

- L'efficacité technique de la limitation de vitesse à 110 km/h sur l'autoroute semble incontestable.

Faiblesses

- Le 110 km/h toute l'année est diversement perçu, certains acteurs le demandant et en jugeant son application simple et efficace, d'autres pointant le problème de son acceptabilité sociale, notamment au vu du coût de l'autoroute.

Ferroutage

Faiblesses

- Le ferroutage est en stagnation ou en régression, avec seulement 7%
- Il y a également de fortes critiques sur le manque d'investissement dans la ligne ferroviaire historique Aiton-Orbassano, qui pourrait être optimisée pour réduire le trafic de camions.
- Critique des retards pris par le gouvernement français sur ce projet Lyon-Turin : « L'État a pris un retard énorme sur le Lyon-Turin, ce qui est une honte ».

Priorisation des propositions issues des entretiens et des commissions

- Renforcer les alternatives à l'autosolisme : renforcement de l'offre de covoiturage, mobilité douce, tarification incitative, notamment pour l'offre ferroviaire.
- Mise en cohérence des schémas directeurs cyclables à l'échelle de la Vallée de l'Arve.
- Développement de l'offre de transports en commun en lien avec les AOM.
- Développer la pédagogie pour expliquer aux habitants d'adapter leur mode de transport aux trajets.
- Mettre en place un plan d'actions dernier km autour des gares du Léman Express + parkings A40 avec une tarification préférentielle des parkings à proximité des gares.
- Poursuite du Fonds Air Véhicule encouragée avec un aménagement des critères d'attribution et son extension à l'ensemble des EPCI.
- Faire aboutir les projets en cours des stations multi-carburants est prioritaire.
- Mutualisation du transport par filière industrielle, solutions de gestion du dernier kilomètre, développement de l'usage des énergies alternatives en lien avec l'objectif de décarbonation.
- La qualité de l'étude sur la ZFE conduit à recommander sa présentation à l'ensemble des EPCI.

Piloté par

Financé par

Co-animé par

Actions dans le domaine des activités économiques

FAE

Forces

- Promotion de technologies moins polluantes et encouragement à adopter des pratiques durables. « Les entreprises doivent être incitées à investir dans des équipements moins polluants »
- Le Fonds Air Entreprises a permis d'obtenir des résultats concrets. « Les industriels jouent le jeu, et le Fonds Air Entreprises a permis d'obtenir des résultats ».
- « Les opérations Arve Pure+ Fonds Air Industrie sont des opérations uniques en Europe pour accompagner l'industrie à ce qu'elle pollue moins »

Faiblesses

- Certains pensent que les dispositifs de soutien, comme le Fonds Air Entreprise, doivent être mieux encadrés pour éviter le greenwashing.

ICPE

Forces

- Suivi strict des ICPE avec des normes très contraignantes respectées par les entreprises.
- Une majorité des acteurs institutionnels sont contre la fermeture de l'incinérateur et insistent sur l'importance de traiter les déchets localement pour éviter leur transfert ailleurs

Faiblesses

- Certains demandent toujours la fermeture de l'incinérateur de Passy
- Des doutes s'expriment sur la qualité des mesures autour d'Hacer

BTP

Forces

- Volonté des élus locaux de créer des ISDI dans les territoires (mais confrontés à des difficultés multiples acceptabilité sociale, règlement administratifs, financements etc.)

Faiblesses

- Le milieu associatif pense qu'il y a un manque de réponse des élus locaux aux préoccupations des entreprises du BTP sont des obstacles majeurs : « On n'a aucune réponse ni des élus ni... Il n'y a rien qui bouge »

Études

Forces

- Il faut poursuivre les études sur les émissions du décolletage et de mesurer l'efficacité des actions entreprises

Faiblesses

- Manque de visibilité et de promotion des études menées. "Il y avait une dynamique avec une étude pour mesurer quelles entreprises pourraient changer, mais cela semble retombé"
- La lenteur des études, comme celle menée par le syndicat national du décolletage, aurait retardé les actions concrètes pendant plus de deux ans

Priorisation des propositions issues des entretiens et des commissions

- Poursuivre le Fonds Air Entreprises en élargissant son accès (secteurs/taille d'entreprises) et en intégrant d'autres problématiques : isolation thermique des bâtiments d'entreprise

- Améliorer la connaissance des émissions des différents secteurs économiques en déployant des études similaires à celle sur le décolletage
- Idée d'un guichet unique d'accès aux aides pour les entreprises
- Poursuivre la politique de contrôles des activités économiques avec plus de contrôles inopinés et améliorer l'accessibilité des résultats des contrôles
- La question de l'élargissement de contrôles à d'autres catégories d'entreprises est évoquée par la commission et renvoie à la question des compétences en matière de police (police des ICPE relève du préfet ; hors champ ICPE, pouvoirs de police du maire)

Piloté par



Financé par



Co-animé par

Actions dans le domaine des déchets et de l'économie circulaire

Forces

- Mise en avant de pratiques de gestion des déchets plus efficaces et promotion du recyclage. « La rénovation des plans locaux de gestion des déchets pour inclure les biodéchets et réduire l'incinération est cruciale »
- Développement de réseaux de chaleur comme solution durable. « Les réseaux chaleur sont des outils d'avenir sur nos territoires »
- La méthanisation est une piste intéressante et locale. « Il y a un volontarisme dans la politique de réduction des déchets, et la méthanisation est une piste intéressante »

Faiblesses

- Il faut plus intégrer l'activité du tourisme et ouvrir les commissions aux professionnels du tourisme. Les initiatives actuelles doivent être intensifiées pour maximiser leur impact.
- Il reste un problème culturel sur la perception des déchets et de leur impact, la France est en retard.
- L'exportation de déchets et l'utilité de l'incinérateur restent des points de débat.
- Le besoin de transparence sur l'état des déchets et le traitement en Haute-Savoie est souligné : « Il faut qu'une étude soit présentée aux élus et à la population »

Priorisation des propositions issues des entretiens et des commissions

- Se pose la question pour savoir s'il faut aller vers une politique de redevance incitative qui va plutôt à l'encontre du développement des PAV.
- Développer la gestion des biodéchets par le biais de compostage partagé
- Développer la collecte des biodéchets liquides sur toute la vallée de l'Arve pour les amener à la station de la Roche-sur-Foron (seul site actuellement autorisé à mélanger biodéchets et boues de Step) dans le cadre du dispositif ZEST
- Développer la communication autour de la méthanisation, notamment une communication pédagogique
- Principe d'une brigade verte (déjà à l'étude dans plusieurs EPCI) à mutualiser entre les différents EPCI
- Communiquer auprès des donneurs d'ordre pour qu'ils privilégient le bois de construction local, labellisé
- Valoriser les services écosystémiques de la forêt, (sur le modèle de contrats existant déjà entre syndicats des eaux et forestiers pour la production d'eau potable des captages en forêt ou le financement des reboisements)
 - Créer des pistes forestières en dépit de leur faible acceptabilité pour une meilleure gestion (production comme sécurité incendie)

Actions dans le domaine de l'éducation à la santé

Forces

- Des actions de mobilisation citoyenne ont été menées avec succès et l'IREPS est volontaire

Faiblesses

- Turnover important au niveau de l'IREPS et problème de disponibilité des personnes pour structurer le réseau

Priorisation des propositions issues des entretiens et des commissions

- Programme éducation à la santé avec les parties prenantes concernées (Éducation Nationale, Professionnels de Santé)
- Définir une stratégie de communication forte sur l'année (et pas seulement lors des pics)
- Déployer des outils/actions de communication pertinents (approche innovante de l'information comme Grenoble ; des influenceurs ambassadeurs ; communiquer, sensibiliser de nouvelles cibles)
- Structurer un réseau partenarial pérenne (construire et anticiper la relation à l'éducation nationale-cf ECSCE ; s'appuyer sur les associations de médecins, définir un référent sur ces questions dans chaque EPCI, voir comment les EPCI peuvent créer des postes d'animateurs environnement)
- Créer une offre double concernant l'éducation nationale : une d'accompagnement des intervenants scolaires, l'autre en intervention directe.

Piloté par

Financé par

Co-animé par

Actions dans le domaine de la communication

Forces

- Il y a globalement le sentiment que « La communication autour du PPA a évolué pour devenir plus proactive et toucher plus de cibles »
- Sensibilisation accrue de la population grâce à des campagnes de sensibilisation sur les réseaux sociaux et par des actions directes.
- Utilisation efficace des outils de communication locaux, avec des réunions publiques planifiées bien accueillies. « La communication au niveau local est efficace, avec une bonne écoute et une bonne compréhension des enjeux »
- L'importance de la stratégie de communication pour mieux associer les citoyens et mieux faire connaître les actions du PPA : « Il faut déployer une stratégie de com' pour expliquer aux gens mieux faire connaître les actions du PPA »

Faiblesses

- Les initiatives de communication ont encore besoin d'améliorations pour atteindre une plus grande efficacité et cohérence.
- Il y a encore un besoin d'améliorer l'image de la vallée au niveau national
- Difficulté à toucher et sensibiliser les touristes.
- La nécessité de mener un travail d'influence plus important en travaillant avec les acteurs professionnels des filières à enjeu comme le tourisme ou le bois

Priorisation des propositions issues des entretiens et des commissions

- Délivrer une communication positive, rassurante, créatrice de confiance et renforcer sa dimension proactive.
- Les efforts de communication devraient être plus pédagogiques pour rendre lisible les résultats des mesures, engager les évolutions de comportements... tout en évitant la culpabilisation des personnes.
- Mieux segmenter les messages et les discours en fonction des cibles. Faire appel aux techniques de nudge marketing.
- Développer la communication de proximité (street marketing) auprès de cibles spécifiques : visiteurs, résidents secondaires, entreprises, acteurs du tourisme sur l'impact du chauffage au bois, les déchets etc.
- Mettre en place une stratégie d'influence sur les réseaux sociaux.
- Améliorer l'image de la vallée au niveau national.
- Accompagner les décideurs du PPA dans leurs prise de parole (media training).
- Réévaluer le mix achat d'espace dans les médias locaux (équilibre radio/presse écrite).